

Chronique linguistique

IMPROPRIÉTÉS

Si les membres des bandes de motards dits «criminalisés» sont assurément des individus louches, l'expression par laquelle on les désigne ne l'est pas moins. En effet, le verbe **criminaliser** signifie : «faire passer de la juridiction civile à la juridiction criminelle» ou «ériger (un délit) en crime» : *Criminaliser l'avortement, criminaliser la conduite avec facultés affaiblies*. Son participe passé ne devrait pas être utilisé comme adjectif pour qualifier un **criminel d'habitude** ou un individu qui a des **antécédents judiciaires**. Pour qualifier les motards qui n'ont pas écouté leur maman quand ils étaient petits, on peut parler de **motards criminels**, tout simplement, ou même de motards tout court puisque, généralement, lorsqu'on parle d'eux, c'est justement parce qu'ils ne sont pas des enfants de chœur...

Quant au verbe **judiciariser**, bien qu'il ne soit pas attesté par les dictionnaires courants, il n'y a aucune raison de le bannir. Selon l'Office de la langue française, il signifie: «Soumettre au processus judiciaire» : *Judiciariser un débat, un grief*. Il faut toutefois se garder, une fois de plus, d'utiliser son participe passé comme adjectif («cet organisme s'adresse à une clientèle judiciarisée») pour désigner des personnes qui ont déjà eu des **démêlés avec la justice** ou qui ont un **casier judiciaire**.

Ces capsules, ainsi que plusieurs autres, sont diffusées sur le site de La Dépêche (<http://www.depeche.soquij.qc.ca>), le journal quotidien des gens qui s'intéressent au droit. »

Nomination

M. Benoit Raymond a été nommé au poste de **coordonnateur, développement des systèmes de diffusion (Web)** à la Direction des systèmes d'information. M. Raymond est détenteur d'un baccalauréat spécialisé en informatique et recherche opérationnelle. Il compte plus de 22 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique.

SOQUIJ se réjouit d'accueillir M. Raymond dans son équipe.



M. Benoit Raymond

À l'agenda SOQUIJ

Colloque Leg@IT organisé par l'Association du Jeune Barreau de Montréal, le 21 avril, Centre Mont-Royal, à Montréal

Pour inscription : 514 954-3450 ou <http://legalit.ca/fr/inscription>

Formation HEC Montréal et Édilex Processus d'affaires et veille juridique, les 1^{er} et 2 mai, HEC Montréal

Pour information : 1 877 745-5410

Congrès du Barreau de Québec, du 29 au 31 mai, Centre des congrès de Québec

Horaire des prochaines séances de formation AZIMUT

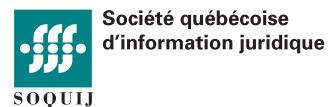
Juris.doc initiation :
À Rimouski le 30 avril

Juris.doc intermédiaire :
À Montréal les 8 et 23 avril ainsi que le 27 mai ; à Québec le 16 avril ; à Rimouski le 29 avril.

Plumitifs :
À Montréal les 1^{er}, 9 et 24 avril ainsi que les 5 et 20 mai ; à Québec le 17 avril ; à Rimouski le 28 avril.

Réservez votre place dès maintenant. Afin d'obtenir plus d'information ou de vous inscrire, n'hésitez pas à téléphoner au 514 842-AIDE ou, sans frais, au 1 800 356-AIDE

Vous pouvez aussi consulter le calendrier à l'adresse www.info.azimut.soquij.qc.ca/soutien/formation/calendrier.shtml. Des changements à l'horaire peuvent être apportés sans préavis.



Société québécoise
d'information juridique

Société québécoise d'information juridique
715, rue du Square-Victoria, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 2H7
Téléphone : 514 842-8741
Télécopieur : 514 844-8984

Écrivez-nous : vos commentaires sont importants pour nous aider à mieux vous servir.

Pour joindre notre service à la clientèle
Téléphonez au 514 842-8745 ou, sans frais, au 1 800 363-6718 entre 8 h 30 et 16 h 30. Nos préposés seront heureux de répondre à toutes vos questions.

Envois de publications canadiennes - contrat 40062545

Le bulletin *La mémoire du droit* est publié et distribué gratuitement par la Société québécoise d'information juridique. SOQUIJ invite les lecteurs à faire part de leurs commentaires ou questions à M^{me} Suzanne Tousignant, directrice, Direction des relations avec la clientèle.

Rédactrice en chef : M^{me} Suzanne Tousignant
Coordination : M^{me} Lucie Chevalier
Conception : Quatuor Communication
Rédaction : M^{me} Hélène Morin (Quatuor Communication) et M^{me} Carolle Piché-Burton
Photos : M. Paul Labelle



LA MÉMOIRE DU DROIT

BULLETIN À LA CLIENTÈLE
Avril 2008



Éducaloi : la loi accessible à tous, en tout temps

Un camp de jour, une pièce de théâtre, un concours de rédaction, des murales, des capsules radiophoniques, de la vidéo... Éducaloi ne recule devant rien quand il s'agit d'atteindre ses clientèles cibles. L'organisme fait preuve d'imagination dans tous ses projets pour remplir sa mission d'informer les Québécois sur leurs droits et obligations dans un langage simple.

Dès sa création, en 2000, l'organisme a misé sur Internet pour que ses interventions soient accessibles. Son site www.educaloi.qc.ca, très convivial, comprend plus de 270 capsules d'information présentées par thème et par public cible. La très grande majorité de ces capsules sont également offertes en anglais. Le site met en lien avec de multiples ressources allant d'Accès Équité au Y des femmes. Il reçoit actuellement environ 150 000 visites par mois et sa fréquentation continue d'augmenter. «Des particuliers le consultent, mais il est aussi très apprécié des intervenants de première ligne comme les policiers, les travailleurs sociaux et les enseignants. Il sert aussi très fréquemment aux avocats et aux notaires confrontés à une question en dehors de leur champ d'expertise», souligne avec fierté M^{me} Geneviève Fortin, directrice générale adjointe d'Éducaloi.

Portrait-robot d'Éducaloi

Date de naissance : Mars 2000, à l'initiative du Barreau du Québec

Partenaires : Ministère de la Justice du Canada, ministère de la Justice du Québec, SOQUIJ, Barreau du Québec

Statut : Organisme sans but lucratif

Mission : Informer les Québécois de leurs droits et obligations en mettant à leur disposition de l'information juridique de qualité dans un langage simple et accessible

Personnel : 3 personnes au départ, 14 postes permanents actuellement

Site Web : www.educaloi.qc.ca



M^{me} Nathalie Roy
Directrice générale d'Éducaloi

- 1 Éducaloi : la loi accessible à tous, en tout temps
- 2 Mot du directeur général – Les 3R-V à SOQUIJ

Ailleurs dans le monde juridique – CaseCheck : jurisprudence écossaise à la sauce blogue

- 3 Nouveautés AZIMUT : Multibanques et Historique

Plumitifs Cours municipales

- 4 Chronique linguistique

Nomination

À l'agenda SOQUIJ

Horaire des séances de formation AZIMUT

Outre son site Web constamment mis à jour, Éducaloi réalise une vingtaine de projets par année, pour lesquels il obtient des subventions de divers organismes. En 2007, par exemple, il a mis sur pied «Les couleurs de la justice», un projet financé par le Centre national de prévention du crime en partenariat avec le Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Son objectif : sensibiliser les jeunes à la loi et prévenir leur adhésion aux gangs de rue. «Les participants mèneront au cours des étés 2008 et 2009 un projet de murale du début à la fin, avec tout ce que cela comporte : établissement des objectifs, recherche de partenaires, respect d'échéancier, etc.», précise M^{me} Fortin.

Éducaloi ayant acquis une précieuse expertise en vulgarisation des communications, de

CaseCheck : jurisprudence écossaise à la sauce blogue

Le 1^{er} octobre dernier, le site CaseCheck entrait en ligne, mettant gratuitement à la disposition de tous une banque de jurisprudence couvrant les décisions des cours et des tribunaux d'appel industriels d'Écosse. Les utilisateurs doivent d'abord s'enregistrer pour avoir accès gratuitement à la jurisprudence. Les recherches se font par domaine de droit grâce à un plan de classification de 32 rubriques, mais l'engin de recherche permet aussi la recherche plein texte, à l'aide de mots ou d'une phrase, dans les résumés ou dans tout le site.

Dans la foulée des blogues, ce site se distingue par la possibilité d'ajouter des commentaires, qui doivent être signés par leur auteur. L'initiateur, Stephen Moore, décrit CaseCheck comme un mini-Wikipédia pour juristes écossais. Il s'attend à ce que le site soit populaire auprès des avocats de cabinets privés ou en entreprise ainsi qu'auprès des étudiants.

Outre ce site, l'avocat Stephen Moore, qui détient une maîtrise en technologie de l'information, a également fondé la firme-conseil Moore Legal Technology, qui aide des cabinets d'avocats à utiliser de manière optimale les nouvelles technologies, et InterSettle.co.uk, un site payant voué à la négociation et au règlement de litiges. ●

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les 3R-V à SOQUIJ

L'automne dernier, SOQUIJ a commencé à mettre en place un programme de développement durable. Dans toutes les sphères de nos activités, nous repensons nos façons de faire en tenant compte des 3R-V (réduire, réemployer, recycler et valoriser).

L'application des principes de développement durable peut paraître simple. Qui ne veut pas réduire les gaz à effet de serre ou diminuer les matières résiduelles ? Cependant, lorsque nous commençons à changer les méthodes, les processus, les produits, nous nous rendons vite compte que le dossier du développement durable est aussi un dossier de gestion du changement.

Le coup d'envoi de notre programme devait toucher tous les employés pour les sensibiliser aux nouvelles façons de faire. Notre premier geste a été de leur offrir une tasse réutilisable et, simultanément, de ne plus offrir de verres, vaisselle et ustensiles de plastique, de styromousse ou de carton.

Pour continuer à informer tous nos employés, une page «Développement durable» est publiée dans notre intranet. Les lecteurs peuvent y trouver de l'information pertinente sur les activités de SOQUIJ sur ce plan. De plus, une courte capsule sur différents sujets liés au développement durable est diffusée tous les jours.

Une maison d'édition comme SOQUIJ consomme énormément de papier pour élaborer ses produits. En 2006, nous avons utilisé 1,5 million de feuilles de papier pour notre usage interne. Depuis plusieurs années, les employés déposent le papier consommé dans des bacs de recyclage. Le recyclage, c'est bien, mais la réduction, c'est mieux. En 2007, nous avons commencé à encourager l'impression recto verso et, en 2008, nous utiliserons seulement du papier recyclé.

Nos bureaux sont situés dans un immeuble du centre-ville de Montréal. Avec la collaboration de notre locateur, SOQUIJ offre maintenant des bacs de récupération pour le plastique, le métal et le verre. Les papiers offerts dans les salles de bains et les cuisines sont fabriqués de papier recyclé.

Le développement durable ne s'applique pas seulement à l'interne : dorénavant, au moment d'appels d'offres ou d'achats, SOQUIJ demandera à ses fournisseurs de donner plus d'information et de présenter des prix pour des produits plus durables.

À SOQUIJ, le développement durable s'installe pour y rester. Aujourd'hui, les employés, la direction et le conseil d'administration visent à intégrer les principes des 3R-V dans leurs activités. ●

Claude Paul-Hus
Directeur général



M. Claude Paul-Hus
Directeur général

NOUVEAUTÉS AZIMUT : MULTIBANQUES ET HISTORIQUE

Deux nouvelles fonctions, tous les angles

Deux nouveautés uniques à Juris.doc permettent d'explorer l'information juridique sur 360° : la recherche Multibanques et l'Historique.

La recherche Multibanques est née de deux désirs exprimés par la clientèle de SOQUIJ, soit d'interroger AZIMUT à l'aide d'un mode de recherche simplifié et de pouvoir transférer une requête d'une banque à l'autre à l'intérieur du service Juris.doc. Les nombreuses banques disponibles dans Juris.doc différant en structure, une telle transformation aurait pu paraître impossible de prime abord, mais ce mot ne figure pas dans le thésaurus de SOQUIJ...

La chargée de projet Manon Michaud explique la solution simple et élégante qui a été trouvée : «Nous avons créé un seul écran de recherche qui regroupe les champs ou éléments de recherche communs à toutes les banques.»



Ce fonctionnement a l'avantage, d'une part, de faciliter la vie aux utilisateurs qui sont peu familiarisés avec la structure des banques de SOQUIJ et, d'autre part, de satisfaire à un autre besoin important, qui est de leur permettre de chercher simultanément dans plusieurs banques, la requête pouvant être sauvegardée pour utilisation ultérieure.

«Le plus beau dans tout ça, c'est que la recherche Multibanques offre aussi une fonction précieuse aux utilisateurs chevronnés, assure M^{me} Michaud. Ils ont maintenant la possibilité de créer un sous-ensemble de banques, juridictions et domaines de droit qui correspond au profil de leur pratique afin de mieux cibler leurs requêtes.»

L'HISTORIQUE

Les recherchistes, juristes et autres utilisateurs de Juris.doc y perdent parfois leur latin quand il s'agit de suivre le déroulement d'un cas. «Multiples appels, scission d'une cause, jumelage à une autre, les ramifications finissent par tout embrouiller au fil des textes intégraux ou des résumés», de dire M^{me} Michaud.

Plus maintenant si vous consultez Juris.doc ! Avec l'Historique, accessible d'un résumé ou en prévisualisation d'une décision, vous pouvez voir la progression d'un dossier grâce à un schéma tout simple et... dynamique. Cela signifie que tout nouveau développement qui s'ajoute dans les banques de données se répercutera automatiquement sur le schéma. «Ces schémas ne sont pas de petits dessins statiques, mais un portrait réel de la situation, qui tient compte des plus récentes mises à jour», explique Manon Michaud. L'outil de recherche à la base de l'Historique «traque» littéralement toutes les décisions pouvant modifier l'issue du jugement par lequel vous avez accédé à l'Historique.

Ces deux nouveautés sont le fruit d'un processus de gestion de projet adopté en 2007 au sein de SOQUIJ. Des comités ont validé la pertinence des projets et ont permis de raffiner les fonctions et de les roder grâce à un banc d'essai interne. Ce nouveau fonctionnement de même que les innovations qui en découlent font d'AZIMUT un produit unique qui vous permet vraiment de couvrir tous les angles d'un dossier.

Pour en savoir plus sur la recherche Multibanques et l'Historique : azimut.soquij.qc.ca ●

Éducaloi : la loi accessible à tous, en tout temps suite »

nombreux organismes gouvernementaux font appel à lui à titre de consultant. «Par exemple, le ministère de la Santé et des Services sociaux a retenu les services d'Éducaloi pour simplifier un important outil de travail des intervenants jeunesse traitant de la *Loi sur la protection de la jeunesse*», explique M^{me} Nathalie Roy, directrice générale d'Éducaloi.

SOQUIJ : UN PROCHE PARENT

«Éducaloi et SOQUIJ partagent une mission semblable de diffusion d'information de nature juridique», rappelle M^{me} Roy. C'est pourquoi la Société a choisi de soutenir ce jeune organisme spécialisé dans la vulgarisation auprès du grand public. Ce soutien financier lui permet d'étendre son réseau, de conclure de nouveaux partenariats et d'améliorer sa notoriété.

De plus, SOQUIJ partage avec Éducaloi son expertise technologique, des outils et des méthodes de travail. Au cours de l'année 2007-2008, six permanents d'Éducaloi ont ainsi eu l'occasion de se joindre à la formation en gestion de projets offerte à l'équipe de SOQUIJ. «Cette formation a transformé nos méthodes de travail et nous a fourni des outils de gestion reconnus par le Project Management Institute, explique M^{me} Geneviève Fortin. En devenant plus efficaces, nous améliorons notre crédibilité auprès de nos bailleurs de fonds et de nos partenaires tout en répondant mieux aux attentes de nos clientèles.» ●

Les Plumitifs : cours municipales gagnent du terrain

La banque Plumitifs : cours municipales, mise en ligne au printemps 2007, ne cesse de grandir. Actuellement, plus de 50 d'entre elles y participent, soit la presque totalité des cours municipales qui utilisent la même plateforme technologique. La Société poursuit ses démarches auprès des administrations municipales bénéficiant des services

d'autres fournisseurs ou ayant des logiciels maison afin de rendre possible le transfert de leurs données.

La popularité du service vient confirmer son utilité. Déjà plus de 400 utilisateurs y ont fait appel. ●